

**ARRETE DU MAIRE**  
**N°ST185RT2024**

**Objet : stationnement de camions de chantier**  
**Rue Général de Gaulle (entre le 237 rue Général de Gaulle et le Chemin des Vieilles Vignes)**  
**Entre le 30 mai 2024 et le 31 mai 2024 (Arrêté temporaire)**

Le Maire de BRIGNAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu l'ordonnance n° 58 1216 et le décret n° 58 1217 du 15 décembre 1958 relatifs à la police de la circulation routière,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,  
Vu l'arrêté du 12 juin 2023 N°PM024RP2023, concernant le stationnement réglementé à Brignais,  
Vu la délibération du Conseil Municipal du 29 novembre 2023, fixant le tarif des redevances d'occupation du domaine public à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024,  
Vu la demande formulée par l'entreprise COLAS du 17 mai 2024,

Considérant qu'en raison du stationnement de camions de chantier sur la rue Général de Gaulle (dans sa partie comprise entre le 237 rue Général de Gaulle et le chemin des Vieilles Vignes) pour les besoins de travaux de réfection en enrobé de la plateforme de l'usine STEF(chemin des Vieilles Vignes) réalisés par l'entreprise COLAS, il convient de réglementer l'occupation du domaine public,

- ARRETE -

**Article 1 : autorisation**

L'entreprise COLAS est autorisée à occuper temporairement le domaine public, pour le stationnement de camions de chantier sur la rue Général de Gaulle (dans sa partie comprise entre le 237 rue Général de Gaulle et le chemin des Vieilles Vignes).

**Article 2 : prescriptions techniques**

L'entreprise COLAS doit respecter les dispositions particulières suivantes :

- **Surface occupée : 450 m<sup>2</sup>**
- **Stationnement autorisé de camions de chantier sur voie, sur la rue Général de Gaulle (dans sa partie comprise entre le 237 rue Général de Gaulle et le chemin des Vieilles Vignes).**
- **Mise en place d'une circulation alternée par feux**
- **Horaires : 22h00 – 7h**
- Le matériel de chantier est balisé et l'emprise du chantier sur la voie publique doit être la moins importante possible.
- Il est interdit de fabriquer directement sur la chaussée ou ses dépendances les mortiers, bétons ou autres. Protection obligatoire du trottoir.

**Article 3 : période**

Cette autorisation est valable entre le 30 mai et le 31 mai 2024 (travaux de nuit). Elle pourra être prolongée en cas de nécessité par arrêté du Maire.

**Article 4 : signalisation**

Le chantier est signalé de jour comme de nuit et la signalisation sera mise en place par l'entreprise, sous sa responsabilité. La sécurité des piétons et des automobilistes est assurée par l'entreprise. Le présent arrêté doit être affiché sur site, par l'entreprise. L'entreprise s'engage à ne pas perturber la circulation des usagers hors des périodes de travaux effectives (la nuit, le week-end et les jours fériés).

#### Article 5 : redevance

L'autorisation délivrée par l'administration publique implique de la part du permissionnaire le paiement de la redevance relative à l'occupation du domaine public, soit pour le cas présent un montant de :

- Tarif: 1.50 € X 450 m<sup>2</sup> X 1 jour = 675 €

#### Article 6 : information réglementaire

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux, dressés par les forces de l'ordre et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### Article 7 : utilisation des bornes de puisage

L'utilisation des poteaux incendie est réservée à l'usage exclusif des services incendie. Toute autre utilisation est totalement interdite. Trois bornes de puisage sont situées en bordure de voirie et réservées, sans compteur, pour des travaux publics de Voirie Réseaux Divers.

#### Article 8 : recours

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa mise en ligne. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 9 : ampliation

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Brignais, la Police municipale et tous les agents de la force publique chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté ; et au SDMIS, au SITOM, TRANSDEV, SUEZ.

Fait à Brignais, le 27 mai 2024

**Le Maire,**  
**Serge BERARD**

L'adjoint délégué  
Jean-Phillipe GILLET



Mise en ligne le : **27 MAI 2024**